

## COVID-19

# Plaidoyer pour une sortie de crise alternative

Pour l'économiste Sergio Rossi, les recettes libérales de sortie de crise ne vont faire que nous y enfoncer encore plus.

**Analyse** • Sergio Rossi figure parmi les économistes les plus influent-e-s de Suisse. Professeur ordinaire d'économie à l'Université de Fribourg, il est auteur de nombreux ouvrages et articles scientifiques, ainsi que du blog « Les non-dits de l'économie »\*. Questionné par SITinfo sur la situation économique découlant de la crise du Covid-19 et les manières d'en sortir, il nous livre son analyse.

## La Suisse entre en récession et le chômage explose. Comment qualifiez-vous la situation économique ?

C'est une situation dramatique, qui va s'aggraver d'ici la fin de cette année à cause des mesures adoptées par les pouvoirs publics, qui sont insuffisantes et inappropriées. En l'état, les montants que la Confédération et les Cantons ont mis à disposition des acteurs économiques sont trop faibles et, qui plus est, négligent le fait qu'il est nécessaire de soutenir la demande sur le marché des biens et services plutôt que l'offre sur ce marché. Les entreprises ne vont pas emprunter auprès des banques (malgré le cautionnement de la Confédération) pour investir, si déjà elles s'attendent à ne pas réussir à écouler leur production. D'autre part, une grande partie des travailleurs-euses qui sont au chômage partiel n'arrivent pas à vivre avec le 80 % de leur salaire, qu'ils-elles obtiennent au titre des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail. La consommation des ménages va donc baisser en Suisse, entraînant une forte diminution des investissements et des recettes fiscales. L'ensemble de l'économie est ainsi pris dans un cercle vicieux qui va engendrer une longue période de récession, pouvant devenir une grande dépression pire que celle des années 1930, au vu des mauvais choix de politique économique.

**Pour sortir de la crise, les syndicats patronaux appellent les autorités politiques à « ne**



© Sofia Amrein

**pas renforcer durablement l'intervention de l'État », et à ne pas augmenter les impôts ni les salaires. Est-ce une bonne approche ?**

C'est une très mauvaise approche, qui aggrave considérablement la situation au plan économique. L'État devrait redevenir un acteur majeur dans le système économique et mettre en œuvre une politique économique anticyclique, à savoir, augmenter le niveau des dépenses pu-

bliques pour relancer et soutenir les activités économiques, notamment celles qui créent des places de travail correctement rémunérées et qui sont favorables à l'environnement. Une grande partie de ces dépenses publiques devrait être financée par un impôt sur les gros patrimoines et sur les revenus très élevés, étant donné aussi qu'il s'agit des catégories d'agents économiques ayant profité de manière quasi exclusive des politiques économiques néo-libérales

mises en œuvre durant les trente dernières années en Suisse comme dans le reste de l'économie globale. Il faudrait également augmenter les salaires de la classe moyenne et de la classe inférieure, au vu du fait que la plupart de ces travailleurs-euses n'ont pas bénéficié des augmentations de productivité auxquelles ils-elles ont contribué par leur engagement professionnel.

## Un virage à 180° de la politique économique, en somme ?

Il faut repenser le rôle de l'État dans le système économique et comprendre avant tout que l'augmentation des dépenses publiques soutient l'activité économique et permet aux entreprises de gagner davantage de profits, induisant aussi une augmentation du niveau d'emploi et par conséquent du degré de cohésion sociale. Il faut également tenir compte du fait incontournable que les travailleurs-euses dépensent sur le marché des produits ce qu'ils-elles gagnent sur le marché du travail, tandis que les entreprises gagnent sur le marché des produits ce qu'elles dépensent sur le marché du travail. L'État doit dès lors s'engager pour mener à bien la transition écologique du système économique, tout en s'assurant que les salaires versés dans l'ensemble de l'économie permettent à tout le monde de mener une existence digne et de participer à la vie publique. Pour ce faire, il faudrait verser un revenu de base inconditionnel à l'ensemble de la population.

## Genève se prononcera en septembre sur l'introduction d'un salaire minimum légal de 23 frs/h, que les patrons accusent déjà de torpiller l'emploi. Que leur répondez-vous ?

L'introduction d'un salaire minimum légal est nécessaire à cause du dumping salarial et de l'augmentation du nombre de « working poors » provoqués par le néo-libéralisme et la globalisation des activités économiques. Il faut faire en sorte que toute personne qui travaille à plein temps reçoive un salaire qui lui permette de mener une existence digne, compte tenu du niveau et de l'évolution du coût de la vie en Suisse. Bien des entreprises peuvent réduire leurs profits pour verser des salaires plus élevés à leurs collaborateurs, leur permettant ainsi de bénéficier des augmentations de productivité et d'augmenter leur niveau de bien-être par une augmentation des dépenses de consommation dont va bénéficier l'ensemble des parties prenantes. 

Propos recueillis par Davide De Filippo

\*<https://blogs.letemps.ch/sergio-rossi/>